

LA CRISE DE LA ZONE EURO

Grèce : le kafaïen retour au pays d'Andréas Georgiou

Le chef des statistiques grecques est accusé d'avoir gonflé le déficit budgétaire d'Athènes

Athènes
Correspondance

A lui tout seul, le chef des statistiques grecques, Andréas Georgiou, résume les trois romans de Franz Kafka. A 18 ans, il est parti aux Etats-Unis pour s'y installer, comme Karl Rossman, le héros de *L'Amérique*. Il est rentré en Grèce, trente ans après, pour prendre la tête d'Elstat, une grande machine à produire des chiffres et à les réviser sans fin, comme les lois du *Château*. Il est aujourd'hui plongé dans *Le Procès*, convoqué par la justice.

Depuis son retour au pays en août 2010, il a travaillé avec Eurostat, l'organisme de la Commission européenne chargé des statistiques, pour rendre les données hellènes conformes aux normes européennes. Les comptes de tous les ministères et de toutes les entreprises publiques ont été passés au peigne fin. « On a rétabli la crédibilité du système de statistiques grecques », se réjouit M. Georgiou, qui voudrait faire oublier au monde entier que la Grèce a maquillé ses comptes pour rejoindre la zone euro.

Mais s'il en a fini avec la suspicion permanente de Bruxelles, sur les déficits et les dettes cachés, il

Eurostat a volé à son secours en déclarant qu'Elstat avait « appliqué les règles en vigueur dans tous les Etats membres »

doit désormais affronter les doutes de son pays. Plusieurs anciens membres de son conseil d'administration, brutalement limogés début septembre par le ministre des finances, l'accusent d'avoir gonflé les chiffres du déficit.

A commencer par cette professeur d'économétrie à l'université de Salonique, Zoé Georganta, pour qui la révision à la hausse du déficit de 2009 – porté à 15,4 % du produit intérieur brut (PIB) – à laquelle a procédé M. Georgiou fin 2010 n'avait qu'un seul objectif : faire en sorte que « le pays ait le plus fort déficit budgétaire en Europe, supérieur au 14 % de l'Irlande, afin d'obliger la Grèce à accepter des mesures d'austérité douloureuses ».

Proche du Pasok, M^{me} Georganta dénonce un « nouveau type d'occupation allemande », avec la complicité de M. Georgiou, qui a d'ailleurs, argue-t-elle, travaillé vingt ans au FMI, où il était chef adjoint des statistiques. La justice a ouvert une enquête criminelle préliminaire. Le chef des statistiques a été entendu comme suspect par un procureur, de même que deux autres cadres d'Elstat, et il a jusqu'au 12 décembre pour adresser une réponse écrite au parquet. « Nous avons suivi les règles européennes, en toute transparence », plaide aujourd'hui M. Georgiou.

Et ce dans une ambiance souvent délétère, alors que plusieurs des membres – dont M^{me} Georganta – du conseil d'administration, désormais limogé, avaient été candidats à son poste et critiquaient ses méthodes.

« Un jour, en octobre 2010, se souvient-il, un représentant syndical me montre un email que j'avais envoyé à un avocat. Je lui demande comment il en a eu possession. » Le syndicaliste de lui répliquer : « Ça arrive en Grèce ! »

« J'ai porté plainte, et j'ai découvert que quelqu'un s'introduisait régulièrement dans ma messagerie. J'étais espionné », explique M. Georgiou. Un policier lui explique même que la personne en question consultait ses mails plus souvent que lui-même. M. Georgiou soupçonne l'ancien vice-président du conseil d'administration, qui dément. L'enquête est en cours.

Si ce quinquagénaire connaît par cœur les numéros des articles qui régissent les normes statistiques européennes, il est moins rodé à ce genre d'expériences. Et moins à l'aise pour citer le code pénal et se défendre d'être « suspect » pour « rupture de confiance » à l'égard de l'Etat.

Eurostat a volé au secours de M. Georgiou en déclarant dans un communiqué, le 1^{er} décembre, qu'Elstat avait « appliqué les règles en vigueur dans tous les Etats membres ». Auparavant, le président du groupe de partenariat de la statistique européenne, et président de l'Insee, Jean-Philippe Cotis, avait salué dans une lettre au président du Parlement grec, « la crédibilité retrouvée des statistiques de finances publiques en Grèce ».

Dans son pays, en revanche, les voix sont rares pour le défendre. La classe politique, quand elle n'est pas critique, est, au mieux, silencieuse. Il faut dire qu'elle manque de crédibilité sur le sujet des statistiques et que la mise en cause de M. Georgiou, qui s'est mis en tête de rompre avec les pratiques peu scrupuleuses du passé en la matière, n'est pas pour leur déplaire.

En 2010, alors qu'il s'agit de réévaluer le déficit 2009, « nous sommes allés avec Eurostat dans tous les ministères », raconte M. Georgiou, pour rechercher pour la première fois dans l'histoire grecque, ce qui a été dépensé par chaque ministère et quand cela a été payé. Tout a été vérifié trois fois par Eurostat.

La démarche s'avère utile : M. Georgiou, ses équipes et Eurostat découvrent de nouveaux déficits et de nouvelles dettes. Ainsi, certaines données ont été comptées deux fois dans les caisses de sécurité sociale. Il y a aussi l'opération comptable organisée par Goldman Sachs qui avait permis à Athènes de dissimuler une partie de la dette qu'il faut dénouer.

Enfin, le chef des statistiques grecques décide d'intégrer dans les comptes de l'Etat, comme le prévoient les règles européennes, explique-t-il, ceux de certaines entreprises publiques : les organismes de transport, de télévision et radio publiques ou la société de défense Hellenic Defence Systems.

C'est ce dernier point que M^{me} Georganta, comme l'essentiel du conseil d'administration désormais limogé, conteste aujourd'hui devant la justice.

M. Georgiou persiste : « La Grèce est revenue dans la famille des statistiques européennes. » Son retour au pays, lui, a un goût amer. ■

ALAIN SALLÉS

Débuts sans accroc pour M. Papademos

Près d'un mois après son arrivée, le premier ministre grec est déjà parvenu à calmer les esprits

Athènes
Correspondance

Le budget d'austérité pour 2012 a été adopté, dans la nuit de mardi 6 au mercredi 7 décembre, par une très large majorité du Parlement grec, sans provoquer de tollé. Les critiques qui fusaient dans tous les partis à chaque décision du gouvernement Papandréou se sont envolées avec le changement de premier ministre. Lucas Papademos, à la tête depuis près d'un mois d'un gouvernement de coalition en équilibre instable – regroupant le parti socialiste, la droite et l'extrême droite – a rempli la première partie de son contrat : rassurer.

Il rassure les partenaires européens qui n'ont pas digéré l'initiative d'un référendum à très haut risque lancée par M. Papandréou, et qui ont d'autres soucis aujourd'hui que les psychodrames politiques grecs. « La Grèce est et restera une partie de l'Europe unie et de l'euro », a affirmé au Parlement le premier ministre.

Il rassure une population grecque qui rejette un personnel politique jugé responsable de la situation du pays. Même si elle souffre lourdement des conséquences de la récession et de l'austérité. « On ne peut pas se contenter de se plaindre, a assuré le premier ministre. La mise en œuvre de ce budget va restaurer la crédibilité internationale de ce pays et créer les conditions nécessaires au sauvetage de l'économie. »

Le budget a été approuvé par 258 voix sur 299 votants. Il comprend notamment des hausses d'impôts (et la pérennisation de la très impopulaire taxe immobilière), la mise en chômage technique de dizaines de milliers de salariés du secteur public, l'instauration d'une nouvelle grille de salaire dans la fonction publique (qui entraîne des baisses de salaires).

Autant de mesures qui avaient subies les foudres de Nouvelle Démocratie (droite), de l'extrême droite et d'une bonne partie du Pasok (socialiste) et qui ont été approuvées à une très large majorité.

« Nos désaccords subsistent, a tenu à préciser le président de Nouvelle Démocratie, Antonis Samaras. Nous approuvons le budget parce que sauvegarder la viabilité de la dette grecque est une absolue nécessité. »

Etat de grâce

Les manifestations dans les rues d'Athènes sont moins denses, et souvent moins violentes. Des heurts avec la police ont cependant éclaté mardi lors de deux manifestations, avec jets de pierre et de cocktails Molotov d'un côté, grenades lacrymogènes de l'autre.

Ces protestations, qui coïncidaient avec le vote du budget, marquaient l'anniversaire de la mort du jeune Alexis Grigoropoulos, tué par un policier en 2008. La participation à ces manifestations commémoratives était toutefois moins importante que les années précédentes.

Arrivé au pouvoir le 11 novembre dans des circonstances exceptionnelles, cet ancien président de la Banque de Grèce et vice-prési-

dent de la Banque centrale européenne, a calmé les esprits. Son état de grâce est logique. S'il a su apaiser les surenchères démagogiques des principaux partis, c'est aussi que son mandat est provisoire, destiné à appliquer le plan de sauvetage européen, avant des élections anticipées. La date prévue du 19 février semble difficile à tenir. M. Samaras, jusque-là arc-bouté sur cette échéance, semble plus compréhensif.

Mais ce gouvernement n'est pas conçu pour durer. « C'est un gouvernement très lent et pastellément efficace », explique le politologue Elias Nikolakopoulos. Contrairement à ce qui s'est passé avec le gouvernement Monti en Italie, M. Papademos n'a pas choisi ses ministres. Il a pris la tête d'un gouvernement, composé par les partis eux-mêmes. Il est obligé de jouer le juge de paix entre les trois partis et entre les ministres du Pasok, où la bataille pour la succession de M. Papandréou a commencé. ■

A.S.



Ce ne sont pas quelques gouttes qui vont nous arrêter

Où que vous soyez et quel que soit votre fournisseur d'électricité, nous vous apportons l'électricité. Même là où la mer a pris pied. ERDF, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité assure chaque jour l'exploitation, l'entretien et la modernisation de près de 1,3 million de kilomètres de réseau.



L'énergie est notre avenir, économisons-la !

RÉUSSIR
TREMPLIN,
PASSERELLE

JANVIER - AVRIL



www.isth.fr ■ 01 42 24 10 72